

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
5 mai 2011
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-cinquième session
Points 34, 39, 66 et 75 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-sixième année

**Conflits prolongés dans la région du Groupe GUAM
et leurs incidences sur la paix et la sécurité
internationales et sur le développement**

**La situation dans les territoires occupés
de l'Azerbaïdjan**

**Élimination du racisme, de la discrimination
raciale, de la xénophobie et de l'intolérance
qui y est associée**

**Responsabilité de l'État pour fait
internationalement illicite**

**Lettre datée du 29 avril 2011, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de l'Arménie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Lors de la session en cours de l'Assemblée générale, le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies a fait distribuer plusieurs documents de propagande contenant une multitude d'informations erronées et mensongères, notamment une allégation dénuée de fondement selon laquelle un tireur isolé arménien aurait tué un enfant azerbaïdjanais de 9 ans du fait de violations du cessez-le-feu.

Cette allégation repose sur des informations sans fondement reçues du Bureau du Procureur général de l'Azerbaïdjan, comme indiqué dans le document A/65/821-S/2011/251. Selon la tactique habituelle de l'Azerbaïdjan dans ses activités de propagande, cette dernière lettre cherche une fois encore à discréditer l'Arménie et le Haut-Karabakh. Le décès de cet enfant n'a été confirmé ni par les Coprésidents de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ni par le représentant personnel du Président en exercice de l'OSCE.

Distribuer au sein de l'Organisation des Nations Unies un document diffamatoire de cette nature qui ne fait que réduire à néant l'espoir d'une coexistence pacifique entre les peuples est contraire à l'éthique. Au lieu de rédiger un document aussi honteux que celui-ci, exploitant la vie d'un enfant à des fins de



propagande, l'Azerbaïdjan devrait s'attacher plutôt à coopérer avec les Coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE et ses missions et à apporter sa contribution à la réalisation de l'enquête, comme prévu dans la déclaration faite par les Présidents de l'Arménie, de la Russie et de l'Azerbaïdjan lors de la réunion qu'ils ont tenue à Sochi en mars 2011. Dans ce contexte, l'Azerbaïdjan devrait cesser d'entraver le déroulement des travaux de la Mission de l'OSCE. Si les autorités du Haut-Karabakh ont tenu l'engagement qu'elles avaient pris et autorisé les missions de suivi de l'OSCE à se rendre sur place et à entreprendre une évaluation de la situation, comme convenu, l'Azerbaïdjan continue, lui, à refuser l'accès de son territoire à ces missions, contrairement à l'accord qu'il avait donné.

L'Azerbaïdjan devrait renoncer aux provocations périlleuses dont il est coutumier le long de la ligne de contact, car elles menacent gravement la paix et la stabilité dans la région. De tels actes constituent aussi une violation de l'accord de cessez-le-feu conclu en 1994 entre l'Azerbaïdjan, le Haut-Karabakh et l'Arménie et sont contraires à l'engagement expressément pris par ces pays de s'abstenir de recourir à la force ou à la menace du recours à la force.

Il importe aussi que l'Azerbaïdjan revienne sur sa décision de ne pas répondre à l'appel lancé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les Coprésidents du Groupe de Minsk, lui demandant de retirer les francs-tireurs de la ligne de contact. Ce comportement inacceptable de la part des dirigeants azerbaïdjanais a déjà causé la mort de six soldats de l'armée de défense de la République du Haut-Karabakh depuis la réunion des présidents mentionnée plus haut.

Je souhaite saisir cette occasion pour souligner une fois encore que l'Arménie prône la recherche d'un règlement pacifique du problème du Haut-Karabakh grâce à la mise en œuvre des mesures de confiance requises pour consolider et renforcer le régime de cessez-le-feu.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 34, 39, 66 et 75, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Garen **Nazarian**